

Gaspillage alimentaire : Amorce analyse les freins et leviers au don

A travers l'analyse de la gestion des gisements d'inventus alimentaires de deux territoires, l'association Amorce a identifié les freins et leviers nécessaires au déploiement du don.



Quel est le gisement d'inventus alimentaires potentiellement mobilisables et quels sont les leviers nécessaires au déploiement du don aux associations ?

Pour répondre à cette question, l'association Amorce, en partenariat avec l'Ademe, s'est penchée sur la gestion menée sur deux territoires : celui de Grenoble Alpes

Métropole (GAM) et de la communauté d'agglomération Tours plus. S'appuyant sur les données du rapport Garot, l'association a estimé que les quantités de produits alimentaires qui pourraient être données et utilisées s'élevaient à 14.000 tonnes pour Grenoble Alpes Métropole et 15.000 tonnes pour Tours plus.

8% du gisement récupéré

Pourtant, seulement 8% du gisement potentiellement disponible serait récupéré par les associations caritatives, selon le rapport. Le chemin pour atteindre l'objectif national du pacte anti-gaspi visant à réduire de moitié la nourriture gâchée d'ici 2025 semble encore long. Les associations sont en effet confrontées à de multiples obstacles qui freinent l'augmentation de leur collecte de denrées alimentaires, selon Amorce. Elles doivent composer avec des moyens financiers, logistiques et humains limités. La récupération des produits implique en effet de disposer de camions (éventuellement frigorifiques), des chauffeurs ainsi que des manutentionnaires mais également de lieux de stockage, d'entrepôts et de frigos.

"C'est pourquoi [les associations] refusent des dons tout particulièrement lorsque les quantités sont trop faibles ou que le donneur est trop éloigné géographiquement", constate Amorce.

Toutefois, l'intérêt de cette récupération reste entier. L'association a en effet calculé la faisabilité économique de la collecte d'inventus alimentaires.

"Les moyens financiers nécessaires à une augmentation de la collecte de ces flux est très rentable : la collecte et sa redistribution coûtent entre 0,5 et 0,8 €/kg pour des produits qui ont une valeur d'environ 2€/kg à la remise directe au consommateur, pointe-t-elle. Cette récupération n'entravant pas le marché puisque les bénéficiaires sont hors de ce marché".

Quels leviers ?

Pour Amorce, le développement de ces associations pourrait être soutenu grâce à des aides financières des collectivités, de l'Etat ou de mécènes pour le financement de la logistique. L'Ademe, les chambres d'agriculture, les conseils départementaux, les conseils généraux, etc. pourraient également renforcer leurs aides. Elle souligne également la nécessité d'une rationalisation des moyens (mutualisation de plateformes de stockage, de camions voire de salariés) des associations ainsi qu'une communication accrue pour augmenter la mobilisation du gisement.

Enfin, elle encourage la défiscalisation des dons pour l'ensemble des entreprises donatrices. Ce point est notamment facilité par la **proposition de loi contre le gaspillage alimentaire**, actuellement en cours de discussion.

"Ces associations fonctionnent essentiellement grâce à leurs bénévoles ce qui en pose aussi les limites en terme de développement," note Amorce. "La solution pourrait être que les distributeurs, spécialisés dans le transport et le stockage de l'alimentation prennent davantage en charge cette partie de l'aide alimentaire (nécessitant la formation du personnel et la définition de méthodologie adaptée) de manière à permettre aux associations de se recentrer sur la redistribution qui nécessite et est l'occasion d'échanges avec les bénéficiaires"